



Parti des Travailleurs (Brésil)

Données clé

Date de création: 10 février 1980, au Collège de Sion São Paulo Brésil, avec des représentants de 17 Etats (sur 23 que compte le Brésil).

Positionnement idéologique actuel: Du centre gauche à la gauche troskiste

Affiliations internationales: membre observateur de la IIe internationale, ainsi que de la IVe internationale

Implantations territoriales: Basé à l'origine principalement dans le Sud-Est du Brésil, il a acquis depuis une implantation nationale, notamment dans le Nordeste où sa progression est importante.

Principaux dirigeants: Luis Ignacio « Lula » Da Silva, Ricardo Berzoini, Jacques Wagner, Arlindo Chinaglia, Aloizio Mercadante, Raul Pont, Marta Suplicy.

Mode de désignation des dirigeants: Scrutin proportionnel. 10% des voix sont nécessaires pour qu'une motion puisse obtenir un siège dans la commission exécutive nationale (CEN).

Mode de désignation des candidats: à défaut de consensus, organisation de primaires internes.

Nombre de militants: 908 000 militants enregistrés dans 5290 bureaux municipaux.

Périodes au gouvernement: Niveau local: Mairie de Diadema 1982-1986, Mairie de Porto Alegre 1988-2004, Mairie de São Paulo 1988-1992 (puis 2000-2004), Mairie de Belo Horizonte 2000-2004 (puis 2004-2008). Au niveau Etatique: Rio Grande do Sul (1998-2002), Acre (2002-2006), Mato Grosso do Sul (2002-2006), Piauí (2002-2006) Para (2006-2010), Acre (2006-2010), Bahia (2006-2010), Sergipe (2006-2010), Piauí (2006-2010).

Résultats électoraux

Année du scrutin	Maires	Maires de capitales d'Etat
1982/1985	3	1
1988	38	3
1992	54	4
1996	110	2
2000	187	6
2004	413	4

Année du scrutin	Députés	Sénateurs
1986	16	0
1990	35	1
1994	49	4
1998	58	3
2002	91	14
2006	83	13

Année du scrutin	Premier tour Présidentielles	Second tour Présidentielles
1989	11.622.673 16,08%	31.076.364 49,9%
1994	17.126.291 27,04%	-
1998	21.475.348 31,71%	-
2002	39.455.233 46,44	52.793.364 61,27
2006	46.662.365 48,60	58.295.042 60,82

Source: www.tse.gov.br

Histoire du parti

Le Parti des travailleurs naît en 1980 suite aux grandes grèves menées par Lula et ses compagnons quelques années auparavant (1978 et 1979) au sein de l'ABC Pauliste –notamment chez Volkswagen. Ces grèves furent le catalyseur de la crise du régime militaire amorcée au début des années 1980, et poussèrent l'ouverture progressive du jeu politique Brésilien. Pour ces ouvriers du « Novo Sindicalismo », confrontés à une féroce répression du régime militaire, la création d'un parti politique propre qui promeuve les intérêts des travailleurs brésiliens s'imposa. Mais, malgré ces données, le PT ne saurait être réduit à une seule expression « ouvrière » : militants d'anciennes organisations de guérillas (José Dirceu), étudiants, religieux progressistes (Herbert de Souza (Betinho), Frei Betto), mouvements communautaires ou grévistes (Luis Dulci, Luis Gushiken), intellectuels engagés furent aussi à la base de ce parti. Par conséquent, lors du Congrès fondateur du PT, le 10 février 1980 au Collège de Sion, à São Paulo, 101 délégués -de 17 États (sur 23)- signèrent l'acte de fondation du parti.

A cette occasion, deux lignes politiques s'affrontèrent. D'une part, une partie des syndicalistes –menés par Joaquinão, qui se déclarèrent favorables à la formation d'un parti semblable au Parti social-démocrate Allemand, garant de la propriété privée des moyens de production. D'autre part, la vision mise en avant par Lula, qui avait pour objectif de poser les jalons d'un « socialisme démocratique » aux contours assez flous. C'est cette dernière hypothèse qui prévalut à la fin du Congrès et qui fit de Lula le chef incontesté du Parti. Cette dynamique fut renforcée par la remarquable percée du Candidat Lula lors des élections présidentielles de 1989, lorsque il arriva au second tour à la tête d'une large coalition qui inclut le PSDB face à M. Collor de Mello. Il ne perdit que de quelques points, mais cette campagne (ainsi que celles de 1994 et de 1998) le positionna en tant que Principal chef de l'opposition. Durant les années 1990, et notamment grâce à la constante augmentation du nombre de parlementaires pétistes présents dans les chambres, le PT s'érigea en tant que parti « moralisateur » de la vie politique du pays en créant constamment des « CPI's » sur les affaires concernant l'équipe au pouvoir. Parallèlement à cela, Le PT se dota dès l'origine d'une grande proximité avec les mouvements sociaux, qui devaient utiliser le parti en tant qu'outil politique, afin créer une symbiose entre ces deux pôles. Ces deux dimensions, « complémentaires d'un même projet populaire », contribua d'ailleurs à produire dans l'opinion une impression d'une opposition de refus catégoriel aux propositions du gouvernement fédéral. Pour autant, les gestions locales du PT furent caractérisées par leur gestion fiscale rigoureuse, de l'avis même de la Banque Centrale du Brésil à l'époque.

Justement, c'est grâce à ces « vitrines » de gouvernement que le PT a su démontrer son efficacité administrative à une certaine partie de l'électorat de classe moyenne, malgré les problèmes issus de l'inexpérience de gouvernement des premières gestions (en particulier à São Paulo). De plus, à l'occasion de la campagne présidentielle de 2002, le candidat Lula publia au nom de son parti une « lettre au peuple Brésilien » où il réaffirma son engagement du paiement de la dette vis-à-vis des créanciers internationaux, à l'époque très inquiets d'une probable victoire du candidat « gauchiste ». Cette prise de position ne fut que le début d'un certain « recentrage » du PT, suite à la victoire historique du 1er octobre 2002, qui porta Lula au pouvoir, main dans la main avec le PL. En effet, malgré l'écrasante victoire de 2002 (61% des voix au deuxième tour), l'exécutif noua plusieurs alliances idéologiquement peu compatibles afin de faire voter les réformes au Congrès. C'est à ce même endroit que M. Jefferson, député démis de ses fonctions par le Parlement, dénonça le premier (en juin 2005) la mise en place d'un système de paiements mensuels (le « Mensalão ») des députés de la majorité, et de l'opposition, afin de voter les lois du gouvernement. Mais malgré cette crise de confiance qui débuta dès 2003 avec le scandale des « bingos », le gouvernement Lula réussit à se faire réélire par une majorité de brésiliens au second tour des élections du 9 octobre 2006 (en effet, Lula vaincu avec 60% sur son rival Geraldo Alckmin, du PSDB). Pour beaucoup, les ambitieux programmes d'assistance sociale tels que le « Bolsa Familia » ou bien l'augmentation substantielle du salaire minimum contribuèrent de manière décisive à cette victoire électorale, qui s'accompagna d'une augmentation du nombre de gouverneurs PT en poste, notamment à Bahia (ancien fief de ACM) ainsi qu'au Para, où le MST jouit d'une présence importante. Depuis cette victoire, la question de l'après-Lula à la tête du parti est la grande inconnue à ce jour, et le principal défi à relever.



Ces 3 images, utilisées lors de la dernière élection présidentielle, sont l'illustration des évolutions du PT depuis l'accession au pouvoir de Lula en 2002: Tout d'abord, force est de constater que l'étoile « pétiste », autrefois valorisée par l'opinion publique, est mise à l'écart dans la communication officielle dans les deux tours; seul le parti met encore en valeur cet ancien symbole (l'image en haut à droite). D'autre part, l'image en haut à gauche (Lula dans un bain de foule populaire dans un village pauvre dans l'Etat du Piaui) semblerait être l'égérie de l'évolution du vote « pétiste » dans le pays: en effet, après s'être appuyé principalement sur les couches moyennes urbaines (notamment à São Paulo et Rio Grande do Sul) et les catégories intellectuelles supérieures, le PT semble voir sa base électorale s'élargir en captant progressivement un électoral plus pauvre, issu principalement du Nordeste, comme le montre ces dernières élections présidentielles de 2006.

Trajectoires

Sans aucun doute, le PT doit beaucoup à ses gestions à la tête d'exécutifs locaux, tant sur le plan de la formation de ses cadres aux pratiques bureaucratiques, que sur le plan de la visibilité politique. En effet, c'est grâce à la « mise en vitrine » de certaines politiques publiques mises en place dans ses « prefeituras » que le PT pu se forger une image « d'administrateur responsable » aux yeux des électeurs brésiliens. La mise en place du budget participatif à Porto Alegre en est le meilleur exemple.

D'autre part, ces gestions cristallisèrent les rapports ambivalents entre les mouvements sociaux et le PT. En effet, c'est à ces occasions que la symbiose entre ces éléments prônée lors de la fondation du PT fut confrontée à la *realpolitik*. Par exemple, la gestion de Cristovam Buarque en tant que Gouverneur du District Fédéral –Brasilia- fut marquée par les conflits avec la Centrale Unitaire des Travailleurs (CUT), qui n'hésita pas à déclencher une grève des fonctionnaires, qui sont pourtant l'une des bases militantes du parti. De plus, ces conflits existèrent aussi à l'intérieur même du parti: fallait-il que le gouvernement soit uniquement le bras exécuteur des décisions du CEN, ou bien fallait-il que le parti soit uniquement le soutien du gouvernement? A São Paulo, le gouvernement de Luiza Erundina fut pris en tenailles par ce débat, qui divisa durablement le parti entre « pétistes du gouvernement » et les « pétistes du parti ». Pourtant, malgré ces différends, le PT réussit à accroître sa présence à chaque scrutin, tant au niveau municipal que parlementaire. C'est ce mouvement, ainsi que la mise en valeur de personnalités (telles que Marta Suplicy), qui permit au PT d'aspirer à reconquérir la Mairie de São Paulo, ce qui fut chose faite en 2000.

Suplicy, porteuse d'un PT désormais « gentrifié », mis en place quelques mesures phares, censées non seulement conforter l'image d'efficacité gouvernementale, mais aussi de responsabilité sociale. Parmi ces mesures, on peut signaler la mise en place du budget participatif, ainsi que la refonte administrative de l'appareil municipal, qui disposait jusqu'alors d'une structure héritée du régime militaire. Par ailleurs, et pour la première fois, les banlieues pauvres furent privilégiées dans les arbitrages budgétaires. Toutes ces mesures figuraient déjà dans le programme de gouvernement de Erudina, en 1988.

Mais ce qui fit la différence de ce mandat, c'est que Marta Suplicy entrepris une politique ambitieuse d'alliances avec plusieurs partis fortement implantés dans la ville, afin de disposer d'une majorité à la Chambre des « Vereadores », contrairement à Erundina qui ne contrôlait pas son propre groupe parlementaire dans sa totalité. Cet exemple nous montre que le PT utilisa ses mandats locaux comme laboratoires de gouvernement, avant l'arrivée au pouvoir de Lula en 2002

Luiz Inácio « Lula » da Silva: né le 27 de octobre 1945 à Caetés, dans l'Etat du Pernambuco. Après avoir vécu une enfance difficile à São Paulo, Liuz Inacio est devenu «torneiro mecanico» à 18 ans, en 1963. L'année suivante, en travaillant à la Metalúrgica Aliança, Lula perdit un doigt. Ceci devint par la suite un des traits caractéristiques du personnage. En 1972, il a été élu premier secrétaire du Syndicat des Métallurgistes de São Bernardo do Campo e Diadema, à l'intérieur de l'ABC Pauliste. En 1975, il est arrivé à la tête du syndicat. C'est en tant que leader syndical qu'il mena les grandes grèves de 1978 et 1979. Il fut mis en prison pendant un mois à cette occasion, avant d'être amnistié avec la plupart de ses camarades. C'est à partir de ce moment que la perspective de création d'un nouveau parti politique devint une priorité pour ce groupe de São Bernardo, qui fut rejoint par d'autres courants. Après la création du PT le 10 février 1980, il fut le candidat du PT au poste de Gouverneur de l'Etat de São Paulo. En 1986, il fut élu comme Député Fédéral, en étant le candidat le plus voté du pays. Puis, en 1989, 1994 et 1998, il fut le candidat malheureux à la présidence de la République, en perdant de peu au second tour en 1989 notamment. C'est en 2002 qu'avec 61% des voix, Lula devient le premier président du Brésil issu des couches ouvrières.

José Dirceu: leader du mouvement étudiant (Union Nationale des Etudiants -UNE), tout en étudiant le Droit et d'Economie à la PUC de São Paulo. Le 12 octobre 1968, à l'occasion du XXXème Congrès de la UNE, il fut arrêté par l'armée. En 1969, il fut libéré suite au kidnapping de l'ambassadeur des USA par le MR-8 et l'ALN, qui réclamèrent la libération de plusieurs activistes, dont Dirceu, qui parti à Cuba. Durant son exil, Dirceu se forma et reçu un entraînement militaire.

En 1975, il retourna au Brésil avec une fausse identité, pour réaliser des activités clandestines puis il retourna à Cuba en 1979. Avec l'amnistie, il retourna définitivement au Brésil, afin de participer à la création du PT. Elu comme député Etatique (1986), puis fédéral (1990), il participa à la mise en place de nombreuses CPI's, notamment celle qui provoqua l'impeachment du Président Collor de Mello. En 1994, il fut candidat au poste de Gouverneur de São Paulo. En 1995, il fut élu Président du PT, où il resta jusqu'en 2002, lorsqu'il rentra au gouvernement du Président Lula en tant ministre de la Casa Civil du gouvernement. Le 16 juin 2005, il démissionna afin de récupérer son mandat de député, et ainsi couper cour aux spéculations sur son honnêteté, du fait des révélations du député Roberto Jefferson sur le « Mensalão ». Il a perdu son mandat le 1er décembre 2005, qu'il tente de récupérer depuis.

Le Parti des Travailleurs face à l'après-Lula

Avec l'arrivée au pouvoir de Lula à la présidence de la République, le PT a dû faire sa mue de coriace parti d'opposant au pouvoir en parti de gouvernement, celui du plus grand parti de gauche dans le monde ibéroaméricain. Il va de soi que cette transformation ne se réalise pas sans problèmes, interpellations, tant de la base comme de la ligne politique incarnée par ses dirigeants. Car durant cette période, le PT a dû assumer plusieurs projets autrefois pourfendus, et notamment sur le plan économique. En effet, le gouvernement Lula n'a pas lésiné sur les moyens afin de faire diminuer l'inflation, et l'explosion des déficits publics, en renforçant la fameuse "Loi de Responsabilité Fiscale" (LRF). Par ailleurs, cette première administration pétiste vit l'arrivée de nombreux hommes d'affaires, idéologiquement contraires à l'idéal porté lors des précédentes campagnes, entrer dans le gouvernement, et souvent dans des places de choix. Ce geste fut vécu comme une certaine forme de trahison de la part de certains mouvements sociaux, qui voyaient ainsi leur marge de manoeuvre au sein du gouvernement s'étioler. De plus, les différentes crises qui frappèrent le gouvernement eurent un impact considérable sur le PT, vu que le parti était devenu une sorte de "fusible" pour le président. Par conséquent, l'image d'intégrité autrefois véhiculée par le parti se trouva fortement ternie. C'est pour laver cet affront que le Parti organisa une élection interne en septembre 2005 afin d'élire une nouvelle direction, censée lutter contre le fléau, à la suite de la sortie de plusieurs fondateurs du parti, comme Plinio de Arruda Sampaio, qui partirent avec Heloisa Helena fonder le P-SOL. Pour autant, l'élection de Ricardo Berzoini ne modifia pas le cours des choses, et la campagne de 2006 fut elle aussi engluée par les scandales. Malgré la réélection de Lula à la présidence, la question du positionnement du PT, ainsi que de sa relève générationnelle reste entier. Quel projet doit être mis en avant? Qui pour remplacer Lula?

De plus, le PT doit faire face à de nombreuses recompositions régionales. En effet, lors de la composition du nouveau gouvernement, le "groupe de São Paulo" perdit de son allant, même si Marta Suplicy réussit à devenir ministre du Tourisme. Au contraire, les victoires de Jacques Wagner à Bahia fut une vraie rupture politique, puisqu'elle signifia pour le PFL (aujourd'hui DEM) la perte d'un de leurs bastions historiques, notamment pour Antônio Carlos Magalhães, un des grands "caciques" du parti. Il faudra donc suivre avec attention les actions de ces personnalités afin voir quels nouveaux profils dirigeants se dessineront à l'horizon.

Références bibliographiques

- ALCANTARA, FREIDENBERG, Manuel, Flavia (2003). *Partidos políticos en América Latina*. Ed. FCE/IFE, Mexico
- SOARES, José de Lima (2005). *O PT e a CUT nos anos 90 : encontros e desencontros de duas trajetórias*. Ed. Fortium, Brasília
- SOARES, José de Lima (2001). *Titre: Partido dos trabalhadores : trajetórias*, Ed. Fundação Perseu Abramo, São Paulo
- FORTUNATI José, HOHLFELDT,, Antônio (2001). *O fascínio da estrela : trajetória e contradições do Partido dos trabalhadores*. Ed. Mercado Aberto, Porto Alegre
- MARQUES SANTOS, Nilton Cezar (2003). *Resgate da história : Partido dos trabalhadores*. Ed. STS, São Paulo
- BRANDÃO, Marco Antonio (2003). *O socialismo democrático do Partido dos trabalhadores : a história de uma utopia, 1979-1994*. Ed. Annablume/FAPESP, São Paulo
- BAIOCCHI, Gianpaolo (2003). *Radicals in power : the Workers' Party (PT) and experiments in urban democracy in Brazil*. Ed. Zed Books, London/New York
- GAGLIETTI, Mauro (2003). *PT : ambivalências de uma militância*. Ed. Dacasa/Palmarinca, Porto Alegre